



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Justice

Luxembourg, le 8 novembre 2019  
Réf. N° QP-104/19

Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
p.a. Service Central de Legislation  
L-2450 Luxembourg

**Objet :** Question parlementaire n°1314 du 10 octobre 2019 de l'honorable Député Mars Di Bartolomeo

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe ma réponse à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Sam TANSON  
Ministre de la Justice



**Réponse de Madame la Ministre Sam TANSON à la question parlementaire numéro 1314**

**du 10 octobre 2019 de l'honorable député Mars DI BARTOLOMEO**

La directive à laquelle l'honorable député Mars di Bartolomeo se réfère, met en place un régime de protection des lanceurs d'alerte contre toutes formes de représailles éventuelles de la part de leur employeur. Sont couverts par cette protection les personnes ayant le statut de travailleur, les travailleurs indépendants, les actionnaires et les administrateurs, les fournisseurs, les bénévoles et les stagiaires, mais également les auteurs de signalement d'informations obtenues dans le cadre d'une relation de travail ayant pris fin, les auteurs de signalement dont la relation de travail n'a pas encore commencé et les personnes aidant un auteur de signalement.

Parmi les garanties minimales communes à introduire par les Etats membres, se trouve l'obligation de veiller à ce que les entités juridiques publiques et privées établissent des canaux et des procédures de signalement interne. Cette obligation vaut pour les entreprises de plus de 50 employés et les villes d'au moins 10.000 habitants. Les États doivent ériger en parallèle des canaux de signalement externe « *indépendants et autonomes* ».

Afin de pouvoir bénéficier de la protection prévue par la directive, les lanceurs d'alerte doivent signaler les informations obtenues dans un contexte professionnel au choix à l'un de ces canaux. S'il est vrai, comme l'indique l'honorable député, que les lanceurs d'alerte sont encouragés, pour des raisons d'efficacité, à utiliser en premier lieu les canaux internes à leur organisation, ils ne perdent cependant pas le bénéfice de cette protection, s'ils décident de recourir directement à un canal externe.

Au cas où les canaux de signalement s'avéraient défaillants, le lanceur d'alerte pourra procéder par divulgation publique. Cette restriction est commandée par la nécessité de protéger les organisations concernées de signalements malveillants. La divulgation publique est encore directement ouverte au lanceur d'alerte qui a des « *motifs raisonnables* » de penser que la violation présente un « *danger imminent ou manifeste pour l'intérêt public* ».

La directive précise que les conditions régissant le recours à la divulgation publique ne s'appliquent pas aux cas dans lesquels une personne révèle directement des informations à la presse en vertu de dispositions nationales spécifiques établissant un système de protection relatif à la liberté d'expression et d'information. Le droit des journalistes à protéger leurs sources est donc clairement consacré.

Je tiens à souligner que lors des négociations portant sur le texte de la directive, le Luxembourg a plaidé en faveur d'un système ouvert, laissant entièrement le choix au lanceur d'alerte de recourir à la méthode de signalement qui lui semble la plus appropriée. Cette position n'a pas été suivie par une majorité d'Etats membres suffisante au sein du Conseil.

Il convient de remarquer que la directive met en œuvre les recommandations du Conseil de l'Europe et traduit dans un cadre législatif les critères définis par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme. Le programme gouvernemental prévoit dans ce contexte que : « La législation nationale couvrira le champ d'application défini par la jurisprudence nationale en la matière ainsi que par celle de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) ».

Alors que la directive définit les secteurs spécifiques pour lesquelles elle s'applique, notamment les marchés publics, les services financiers, le blanchiment de capitaux, la sécurité des produits et des transports, la sûreté nucléaire, la santé publique, la protection des consommateurs et la protection des données, le Gouvernement luxembourgeois compte étendre le champ d'application matériel de la directive à l'ensemble du droit national.

La directive prévoit son entrée en vigueur 20 jours après sa publication au Journal Officiel de l'Union européenne, en l'occurrence le 15 novembre prochain. A partir de cette date, les Etats membres auront deux ans pour la transposition des dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires.